

Les crédits

Le gouvernement fédéral peut, pour sa part, faire ce qu'il veut avec la TPS et le gouvernement manitobain reste les bras croisés, ce que le député de Winnipeg-Sud-Centre estime aussi contestable que moi, j'en suis sûr.

M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, permettez-moi de répondre brièvement.

Ma femme me rappelle toujours de ne jamais dire: «Je te l'avais bien dit», mais je pense que dans ce cas-ci, le député de Winnipeg Transcona, moi-même et mon collègue de Winnipeg-Nord-Centre, nous pourrions dire: «Nous vous l'avions bien dit».

Nous avons dit très clairement, durant le débat qui a eu lieu pendant les élections au Manitoba, que cette campagne était marquée par des faux semblants. Celui qui était alors le chef du Parti conservateur du Manitoba paraissait dans la province en avironnant dans son canot sur un lac vierge. C'est probablement sur la rivière Souris que cette scène a été tournée pour la télévision et le canot a été certainement emprunté.

Je crains bien que la personne qui a prêté ce canot ne le revoie jamais parce que si le chef conservateur essaie de descendre la Souris cette année, son embarcation sera probablement complètement corrodée par les substances polluantes qui y seront déversées.

Ce que je veux dire, c'est que le gouvernement du Manitoba marche la main dans la main avec le gouvernement d'ici. Il essaie de protéger Grant Devine, mais c'est une cause perdue. Laissez-le tomber. Il ne vaut pas la peine qu'on abdique complètement des responsabilités pour lui.

Quelle que soit son amitié et sa coopération avec les conservateurs du Manitoba et les conservateurs fédéraux, Grant Devine ne mérite pas qu'on agisse comme on le fait aujourd'hui et que le gouvernement fédéral ne remplisse pas ses obligations fondamentales.

M. Larry Schneider (Regina—Wascana): Monsieur le Président, j'écoute ici les commentaires qui ont été faits sur un sujet qui est considéré, d'où je viens, comme une question où il y a des bons et des méchants.

Je ne peux absolument pas comprendre comment quelqu'un peut en toute bonne conscience prendre la parole pour déclarer qu'il est contraire aux intérêts de quiconque de protéger les eaux de ruissellement et d'empêcher les inondations. Je songe au barrage Boundary comme un exemple qui existe depuis des années sur un affluent de la rivière Souris. Je ne vois pas que ce projet éprouvé ait causé la moindre pollution.

Par conséquent, monsieur le Président, quand on combine tous les avantages que présente ce projet, on a du mal à croire en fait qu'on pourrait vraiment prendre la parole pour parler ici d'une région de notre pays semi-aride, la Saskatchewan, et s'inquiéter du stockage de l'eau. Je m'inquiète comme tout le monde de toutes les déclarations concernant les répercussions sur l'environnement qui ont été faites jusqu'à présent.

Quand on pense à la possibilité qui nous est offerte d'être financés en partie par les États-Unis pour empêcher les inondations, pour stocker l'eau, pour augmenter peut-être les niveaux hydrostatiques pour toutes les exploitations agricoles, comment peut-on s'opposer à ce projet?

Je demande au député qui a fait aujourd'hui cet exposé: ne pense-t-il pas vraiment qu'il y a grand pourcentage de politique dans ce problème dont nous sommes saisis aujourd'hui? S'inquiète-t-on vraiment de savoir si le stockage de l'eau en Saskatchewan, qui manque d'eau depuis un certain nombre d'années, n'est pas en fait la bonne décision à prendre?

M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, il ne fait aucun doute que nous devrions nous attaquer au grand problème que pose la sécheresse dans les provinces des Prairies.

Nous pourrions commencer par nous intéresser nettement davantage au problème de la conservation des sols, problème sur lequel on ferme les yeux pour l'instant. Permettez-moi de rappeler ceci au député. Il fait de la politique dans les Prairies depuis de nombreuses années. Je me rappelle de lui quand il a été question du projet de dérivation Garrison. Je me rappelle d'un séjour à Washington et d'un représentant du Dakota-Nord au Congrès qui utilisait les mêmes termes pour décrire l'objectif du projet de dérivation Garrison, cela ne vise qu'à stocker l'eau, on va pouvoir aménager de nouveaux canaux d'irrigation. Ce projet va nous procurer tous ces avantages.

Mais n'oublions pas une chose: il y a toujours un compromis à faire entre les avantages et les pertes. Nous tentons d'établir au Canada un système ouvert et honnête pour procéder à cette évaluation et tenter de convaincre les gouvernements et le secteur privé de respecter ce processus.

Quand les gouvernements, comme le gouvernement de la Saskatchewan et maintenant le gouvernement fédéral, assistent sans bouger à l'altération de ce processus, c'est tout le principe qui est remis en question. Ce que nous voulons dire, c'est que la question va bien au-delà du projet Rafferty-Alemada. Elle s'attaque au vif du sujet, à savoir si notre pays est prêt à gérer plus attentivement et plus efficacement notre environnement. Pour ce faire, il nous faut établir des moyens appropriés et les